

Des demandeurs d'asile, « on n'avait jamais vu ça »

L'implantation d'un centre d'accueil conçu pour désengorger Calais chamboule le village de Pouilly-en-Auxois

REPORTAGE

POUILLY-EN-AUXOIS (CÔTE-D'OR) -
envoyée spéciale

Samani Omar Salam attrape son cabas à roulettes, claque la porte du foyer et descend au village. « On est bien, ici », lance le jeune Soudanais en contemplant les champs de boutons d'or. Sur la place de Pouilly-en-Auxois (Côte-d'Or), 1 600 habitants, quelques commerces, une église et une école, il salue son ami Abdallah Mohammed, un Érythréen de 38 ans, à vélo. En ce doux matin de mai, on croirait les deux hommes établis dans le bourg depuis des générations. Ils ne sont pourtant que de passage, arrivés il y a quatre mois à peine, en bus depuis Calais, où ils vivaient sous les bâches des camps de fortune, avec 2 500 autres migrants. « Là-bas j'avais froid, j'avais faim, j'avais peur », raconte Samani, encore hébété à l'évocation de la « jungle ».

A Pouilly-en-Auxois, le jeune homme de 23 ans a pu dormir dans un lit pour la première fois depuis son départ du Soudan, en août 2014. Avec 44 autres demandeurs d'asile – des hommes pour la plupart originaires du Soudan, d'Érythrée et du Tchad –, il loge désormais dans les anciens locaux de la gendarmerie, en bordure du village, reconvertis en centre d'accueil temporaire pour migrants.

Géré par la société Adoma, ce foyer ouvert en janvier – qui peut accueillir jusqu'à soixante migrants – a été conçu par le ministère de l'intérieur pour désengorger Calais. D'autres devraient suivre : le ministère indique avoir la possibilité budgétaire de créer jusqu'à 500 places similaires pour désengorger Calais, dont « plus de 200 ont été ouvertes depuis le début de l'année, et près de 300 sont actuellement en cours d'expertise et pourraient ouvrir d'ici l'été ». « Tout cela fait l'objet de discussions au plan local, une dizaine de départements sont concernés », précise la place Beauvau, qui ne s'avance pas sur leur localisation.

« Ici, les migrants ont pu retrouver une humanité, se ressourcer, lâcher prise. En deux mois, ils avaient déjà retrouvé un équilibre physique et mental », raconte la directrice du centre Adoma, Corinne Fournier. Avec trois travailleurs sociaux, elle accompagne désormais les résidents dans leurs démarches sociales et administratives.

Des migrants à Pouilly-en-Auxois ? Le maire du village, Bernard Milloir (sans étiquette), n'y a d'abord pas cru. La « décision d'Etat » lui a été annoncée le 29 décembre 2014, un lundi



Samani Omar Salam, demandeur d'asile soudanais de 23 ans, est hébergé dans un foyer à Pouilly-en-Auxois (Côte-d'Or). CLAIRE JACHYMIK POUR « LE MONDE »

« Comment allait réagir la population ? Ici, on n'avait jamais vu ça ! » Passées la surprise et l'inquiétude, une fois les conditions de l'accueil connues, l' élu prend le parti du « regard humaniste ».

« On ne s'en vante pas »

Les premiers mois de cohabitation n'ont pourtant pas été faciles. A la mairie, les lettres d'insultes et de menaces des habitants hostiles aux migrants s'amassent. Il faudra un long travail d'information pour que la situation s'apaise. « Aujourd'hui, ça se passe très bien : tout le monde a pu voir que les migrants sont des habitants comme les autres », assure le maire. « On a posé des jalons, il faut désormais que le dialogue se poursuive », estime pour sa part la directrice du centre Adoma, qui voit autour d'elle « plus de solidarité que d'hostilité ».

140 dispositifs d'accueil

Adoma (ex-Sonacotra) est le premier opérateur national pour l'hébergement et l'accompagnement des demandeurs d'asile. En tout, 140 dispositifs d'accueil de demandeurs d'asile sont implantés en France : des centres d'accueil (54 Cada), des accueils d'urgence (42 Auda) et un dispositif national d'hébergement d'urgence composé de centres d'accueil temporaire service de l'asile (31 AT-SA), comme celui de Pouilly-en-Auxois (Côte-d'Or), pour lequel Adoma a signé un bail préalable de douze mois. Plus de 11 000 demandeurs d'asile étaient accueillis dans ces structures en 2014, selon les chiffres de l'opérateur.

club de foot local, mais aussi lors d'une soirée au centre social.

Marie et Georges, un couple de retraités, font partie des vingt-trois petites mains qui se sont proposées au centre social pour donner des cours de français aux migrants. Penchés au-dessus d'un livre et d'un cahier d'écriture, entre concentration et rires, Marie et Samani n'ont pas besoin de parler la même langue pour se comprendre. L'air grave, Samani explique vouloir apprendre le français « le plus vite possible : c'est le seul moyen pour s'en sortir ». Des moments de bonheur que le couple de bénévoles regrette de ne pas pouvoir partager avec son entourage. « Certains ici ne comprendraient pas. Alors on ne s'en vante pas », raconte Georges. Il évoque avec amertume ce jour où des militants d'extrême droite du Parti de la France sont venus coller des affiches « Expulsons les clandestins ». « Des irréductibles qui restent minoritaires », veut croire la directrice du centre social, qui voit autour d'elle « plus de solidarité que d'hostilité ».

D'autres expriment toutefois leur « ras-le-bol » en sourdine : aux élections départementales, Philippe, travailleur social de 39 ans, a voté Front national « pour la première fois de [sa] vie ». Dans la commune, le FN est arrivé en tête au premier et au second tour. « Ce n'est pas du racisme, mais on a suffisamment de misère

Certains habitants expriment leur « ras-le-bol » en sourdine. Dans le village, le FN est arrivé en tête aux élections départementales

en France. Moi je trime pour joindre les deux bouts et eux, on leur offre tout », s'énerve le père de famille. L'allocation temporaire d'attente – 11,45 euros par jour – que touchent les demandeurs d'asile revient souvent dans le discours des habitants. En apprentissage coiffure dans le village, Anne-Gaëlle, la vingtaine, n'a « vraiment rien contre les migrants » mais ça lui « fout les boules de voir que l'Etat leur donne un logement et 350 euros par mois », alors qu'elle vit encore chez ses parents faute de pouvoir payer un loyer.

Assis sur son lit, Abdelsalam, un Tchadien de 29 ans au français impeccable, soupire : « On aura beau tout essayer pour s'intégrer, certains nous prendront toujours pour des mécréants venus voler dans les caisses de l'Etat français. » Alors que certains rêvent de traverser la Manche, lui n'aspire qu'à devenir français et à payer ses impôts. Sur sa table de chevet, Bau-

delaire et Zola côtoient Voltaire et Hugo.

L'heure du dîner approche ; des arômes épicés embaument la cage d'escalier. Comme chaque soir, c'est la cuisine de l'appartement 18 qui attire les gourmands. Le plat de « farakh hala » – une spécialité soudanaise – à peine posé sur la table, Abdelsalam, Samani et Abdallah plongent leurs doigts dans la sauce rouge. Tout le monde a participé aux courses, avec l'argent du pot commun.

Traumatisés

Les ventes pleines, le silence se fait. Les regards de chacun s'en vont se perdre dans des souvenirs laissés à des milliers de kilomètres. Dans ce cocon de campagne bourguignonne, la vie est certes plus douce qu'à Calais. Tous n'en demeurent pas moins des exilés. Des traumatisés qui refont, chaque nuit, le cauchemar de leur traversée de la Méditerranée.

Samani attend désormais des nouvelles de son recours après avoir essuyé un refus de demande d'asile. Ils sont vingt dans son cas. Quinze autres ont obtenu le statut de réfugié. Eux seront encouragés à laisser leur place au foyer : « Il y a trop d'autres migrants qui attendent à Calais », explique la directrice. Quoi qu'il en soit, et même s'il lui est « impossible de se projeter », Samani l'assure : il ne remettra pas les pieds au Soudan. ■

CAMILLE BORDENET

LE CONTEXTE

QUOTAS

La Commission européenne a demandé, mercredi 27 mai, aux Etats membres de l'Union européenne (UE) de prendre en charge 40 000 demandeurs d'asile originaires de Syrie et d'Érythrée, une démarche qui suscite de très sérieuses réserves notamment en France. Elle les a également invités à accueillir 20 000 réfugiés syriens venus de pays extérieurs à l'UE. La répartition sera calculée en fonction de la population et du produit intérieur brut des Etats, de leur taux de chômage et du nombre de demandeurs d'asile déjà accueillis. La France est ainsi appelée à prendre en charge 6 752 demandeurs d'asile syriens et érythréens et invitée à accueillir 2 375 réfugiés syriens au cours des deux prochaines années.